

Dédiée au constat géopolitique dans lequel s'insère la guerre en Ukraine, cette première partie de l'article aurait pu sans aucun doute faire l'objet de multiples prolongements.

Pour reprendre les thématiques générales abordées, quelques réflexions complémentaires :

- « **Le désarmement européen (I.1.)** » (Cf. [Billet du lundi 13 mars 2023](#)). Puisque le but de cette contribution est la réflexion sur la future loi de programmation militaire, pourquoi les anciens présidents Sarkozy puis Hollande ne viendraient-ils pas s'expliquer sur les choix des LPM non suivis d'effets au même titre qu'ils sont auditionnés maintenant sur le délabrement du nucléaire en France ? Leurs décisions à court et à moyen terme ont mis la France aujourd'hui en grave situation de vulnérabilités dans ces deux domaines éminemment régaliens.
- « **La fin de la mondialisation heureuse (I2)** » (Cf. [Billet du mercredi 15 mars 2023](#)), où il est possible d'ajouter aussi bien les effets dans les faillites de grandes banques aujourd'hui que dans l'incapacité de la France à être autonome dans la fabrication des médicaments. La pandémie COVID n'a semble-t-il pas porté ses fruits en terme de relocalisation. Bref, vive l'idéologie opportuniste du politicien et les rentrées financières internationalisées de nos grandes entreprises !
- Enfin, « **Une guerre (en Ukraine) aux enjeux vitaux pour l'occident (I3)** » (Cf. [Billet du vendredi 17 mars 2023](#)), nos faiblesses géopolitiques ont été dévoilées. Les puissances autoritaires observent l'effondrement progressif de l'occident prêts à exploiter les vulnérabilités. Xi Jinping, le tsar rouge, est réélu et veut peser désormais comme grande puissance médiatrice tout en évitant la chute de la Russie de Poutine. Il sera en visite officielle à Moscou pendant trois jours à compter du 20 mars 2023. L'Inde, alignée discrètement sur la Russie, veut aussi la fin de la guerre. Surtout, la régionalisation des relations internationales sous l'égide de ces Etats se met en place pour évincer l'influence des structures internationales mises en place depuis 1945 et comme l'ONU rendues inopérantes.

J'avais déjà traité ce sujet dans un ouvrage collectif « *Cyberguerre et guerre de l'information* » (Editions du CNRS, 2010, puis dans sa version anglaise parue en juillet 2011, sous le titre « *Cyberwarfare and information warfare* ». Le titre de ma contribution était « **Guerre du sens, cyberguerre et démocraties** » qui me semble aujourd'hui de plus en plus d'actualité (ci-après l'introduction de cette contribution).

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

Dans le développement de ma contribution « *Cyberguerre et guerre de l'information* », je précisais :

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

Cette publication était en phase avec le document conceptuel « *L'influence en appui des engagements opérationnels* » (Concept interarmées, CIA 3.10 du 31 mars 2012) que j'avais piloté au centre interarmées de concepts, doctrines et expérimentations à l'Ecole militaire

(pour la petite histoire, le Griffon, signe distinctif du CICDE, était « *ma* » création). Publié après deux ans de travail et après avoir lutté contre les blocages intellectuels à toute nouveauté, ce document est devenu après mon départ une « *réflexion* » et non plus un concept soutenant la doctrine, c'est-à-dire les modes d'emploi des fonctions dédiées à l'influence. La dernière revue stratégique fait de l'influence une fonction stratégique, douze ans après !

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

J'avais proposé d'ailleurs la création au niveau stratégique d'un département interministériel en charge de la lutte contre la propagande. Bien sûr cela n'avait pas été retenu ... et Viginum a été créé en 2021 pour répondre en partie à ce besoin.

Que dire de plus ?